

Evolutions bancaires et monétaires en Nouvelle-Calédonie au 31 mars 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Les principaux indicateurs conjoncturels témoignent d'une nouvelle amélioration de l'économie mondiale au cours du premier trimestre 2013, malgré la persistance de nombreux signes de fragilité. Selon les projections du Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale devrait s'établir à 3,25 % en 2013, après 3,2 % en 2012. L'activité des pays émergents continuerait de s'accélérer, tandis que les pays avancés connaîtraient des rythmes d'évolution divergents. Aux Etats-Unis la croissance atteindrait 1,9 %, soutenue par une demande privée vigoureuse, alors que dans la zone euro l'activité se contracterait de 0,3 %.

D'après les premières estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro s'est replié de 0,2 % au cours du premier trimestre 2013, pénalisé par la consommation des ménages et l'investissement privé. La France a connu une baisse similaire, alors que le PIB allemand a légèrement progressé sur 3 mois (+ 0,1 %).

Dans ce contexte, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé lors de sa réunion du 2 mai 2013 d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,5 %, ainsi que celui de la facilité de prêt marginal de 50 points de base, à 1 %. Le taux de la facilité de dépôt est demeuré inchangé à 0 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a estimé que « les risques entourant les perspectives économiques dans la zone euro demeurent orientés à la baisse », soulignant « la possibilité d'une demande intérieure et d'une demande mondiale encore plus faibles que prévu ».

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

L'activité économique s'est de nouveau dégradée au premier trimestre en Nouvelle-Calédonie. La plupart des indicateurs macroéconomiques témoignent en effet d'un ralentissement de la demande intérieure. Le marché du travail est moins dynamique, avec une diminution du nombre des nouvelles offres d'emploi. La consommation des ménages demeure peu vigoureuse, alors que la hausse des prix reste contenue. L'investissement des entreprises marque le pas, signe d'un manque de confiance persistant de la part des entrepreneurs. Dans ce contexte d'attentisme, la profession bancaire a néanmoins continué de répondre aux besoins de financement de l'économie, avec un rythme certes ralenti, et sans déplorer d'évolution notable de la sinistralité.

Légère diminution des encours de crédits

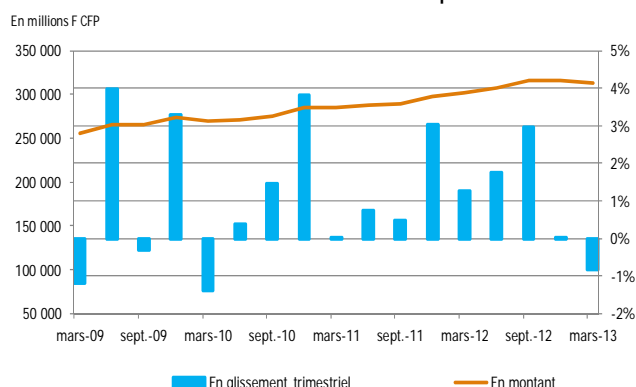
La conjoncture monétaire et financière du premier trimestre 2013 est caractérisée par un tassement de l'encours brut des crédits octroyés par les établissements locaux : -0,3 %, après +0,8 % au trimestre précédent. En glissement annuel, le rythme de croissance s'infléchit : +3,6 % contre +4,7 % au quatrième trimestre 2012.

Contraction des crédits aux entreprises

L'encours des **crédits aux entreprises** diminue au premier trimestre (-0,8 %). L'encours des crédits d'investissement se replie sur le trimestre (-1,7 %, après +1,0 % le trimestre précédent), en lien avec les incertitudes dont font état les acteurs économiques. L'encours des crédits d'exploitation baisse plus modérément (-0,6 %, après -3,0 %), contrairement à l'encours des comptes ordinaires débiteurs (-1,4 %).

Toutefois, la progression de l'encours des crédits aux entreprises reste encore soutenue sur un an (+3,9 %), soit un rythme encore largement supérieur à la métropole (+1,1 %).

Evolution des crédits aux entreprises



Ralentissement du financement des ménages

Au premier trimestre, l'encours sain des **crédits aux ménages** est quasiment stable, à +0,1 %. Sur un an, l'encours poursuit sa décélération, ne progressant plus que de +3,4 % (contre +8,1 % un an auparavant).

Le financement du **crédit à l'habitat** n'enregistre qu'une légère hausse sur le trimestre (+0,3 %, après +1,1 % au trimestre précédent), traduisant l'attentisme croissant des ménages et induisant un ralentissement de la construction de logements. L'encours s'établit désormais à près de 261 milliards de F CFP et représente 80,3 % de l'ensemble des crédits accordés aux ménages calédoniens.

L'encours des **crédits à la consommation** s'infléchit légèrement sur le trimestre (-0,5 %, après +0,3 %), dans un contexte de tassement de la consommation des ménages. La croissance de l'encours a fortement ralenti, en glissement annuel, comparativement à la progression enregistrée au cours de l'année précédente (+2,6 %, contre +5,9 %).

Les crédits aux collectivités continuent d'augmenter

L'encours des **crédits aux collectivités locales** progresse modérément sur le trimestre (+3,2 % après +11,4 % le trimestre antérieur), stimulé par la hausse sensible des crédits d'exploitation (+14,8 %) et, plus singulièrement, par l'évolution des comptes ordinaires débiteurs (+20,3 %).

Une sinistralité toujours contenue

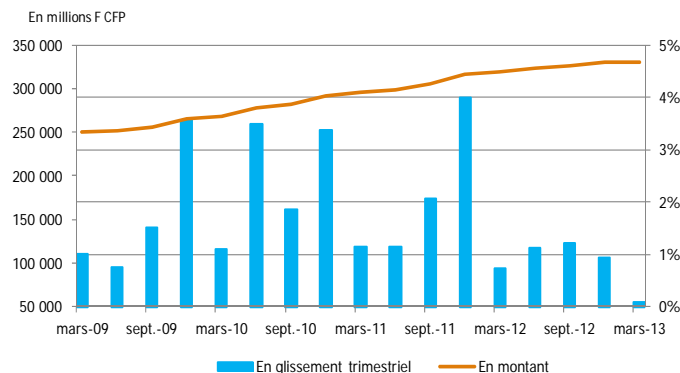
Le portefeuille clientèle des établissements de crédit locaux reste sain, avec un taux de **créances douteuses brutes** en très légère hausse sur le trimestre à 2,8 % (+0,1 point). Le taux de provisionnement est, pour sa part, en repli de 1,7 point à 62,9 %.

Évolution modérée des dépôts

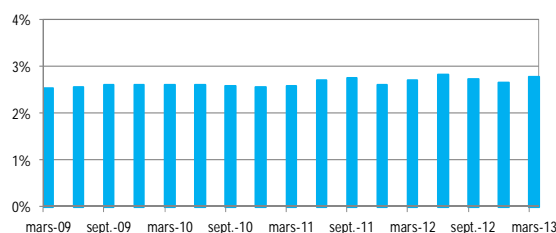
Les **actifs financiers collectés par le système bancaire local** accusent une baisse au premier trimestre 2013 (-9 milliards de F CFP, soit -1,6 %, après +7,2 % au trimestre précédent). Ils atteignent 561 milliards de F CFP, en hausse de 8,6 % sur un an.

La légère croissance des **placements indexés sur les taux du marché** (+685 millions de F CFP, soit +0,3 %), notamment celle des dépôts à terme (+1,4 milliard de F CFP, +0,7 %), ne compense pas la baisse significative des **dépôts à vue** (-10 milliards de F CFP, soit -3,9 %, après +6,9 % le trimestre précédent).

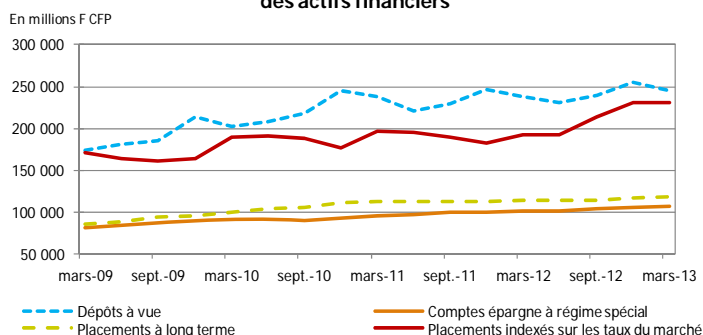
Evolution des crédits aux ménages



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Evolution des principales composantes des actifs financiers



Les autres placements auprès du système bancaire local

Parallèlement à ces dépôts, le système bancaire local collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables pour leur activité de financement.

Ces avoirs progressent modérément au premier trimestre (+1,6 %), en raison d'une hausse sensible des OPCVM non monétaires des ménages (+1,2 milliard de F CFP, +24,2 %). L'encours des livrets A et bleus continue d'augmenter (+1,8 % sur le trimestre, +15,5 % sur un an), favorisé par un deuxième relèvement de plafond au 1^{er} mars 2013, et ce malgré l'abaissement du taux de rémunération (1,75 %, depuis le 1^{er} février 2013). L'encours des contrats d'assurance-vie (103,5 milliards de F CFP), qui constitue le principal produit d'épargne gérée à l'extérieur de la zone d'émission progresse faiblement (+0,4 % sur le trimestre, +2,2 % en glissement annuel).

Au final, l'ensemble des actifs détenus par les agents économiques s'infléchit au premier trimestre (-1,0 % contre +5,5 % au trimestre précédent). La collecte des banques locales auprès des ménages ne s'accroît que très légèrement ce trimestre (+0,4 %) contrairement aux contributions des autres agents (+6,0 %). A l'inverse, la collecte auprès des entreprises diminue sensiblement (-5,9 % sur trois mois). Sur un an, la croissance des actifs financiers détenus par les néo-calédoniens restent toutefois soutenue (+8,6 %, contre +10,5 % un an auparavant).

Le solde emplois-ressources des établissements locaux se détériore

Légère augmentation de la position extérieure nette

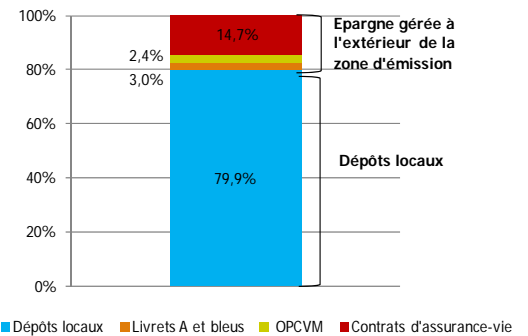
Le système bancaire local affiche une détérioration de son solde emplois-ressources clientèle de 5,6 milliards de F CFP sur le trimestre (soit +4,3 %), en raison d'une diminution de la collecte de dépôts plus forte que la baisse des crédits sur le trimestre (-1,4 % contre -0,3 %).

Parallèlement, le solde de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission), structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, augmente de 0,4 milliard de F CFP (+0,6 % sur le trimestre), pour se stabiliser à -71,4 milliards de F CFP au 31 mars 2013. Sur un an, il s'est amélioré de 11,9 %.

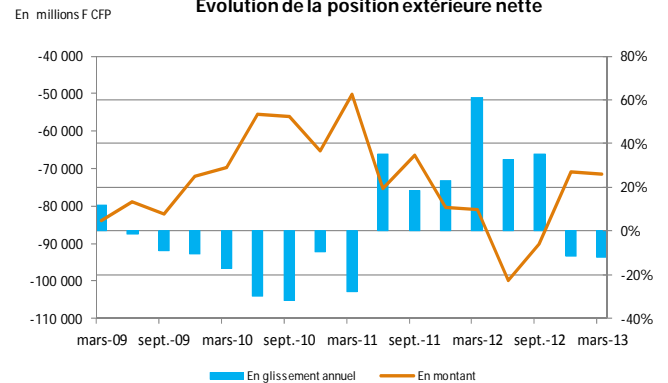
La masse monétaire diminue sur le trimestre

La masse monétaire M3 se contracte légèrement sur le premier trimestre 2013 (-1,6 %), après s'être redressée les deux trimestres précédents (respectivement +7,3 % et +6,2 %). Cette évolution concerne particulièrement l'agrégat étroit M1 (-4,0 %, après +6,9 %), sous l'influence de la diminution des dépôts à vue (-3,9 %) et du repli de la circulation fiduciaire (-5,1 %, après +7,6 % le trimestre précédent). Toutefois, sur un an l'agrégat M3 a connu une progression soutenue (+10,7%).

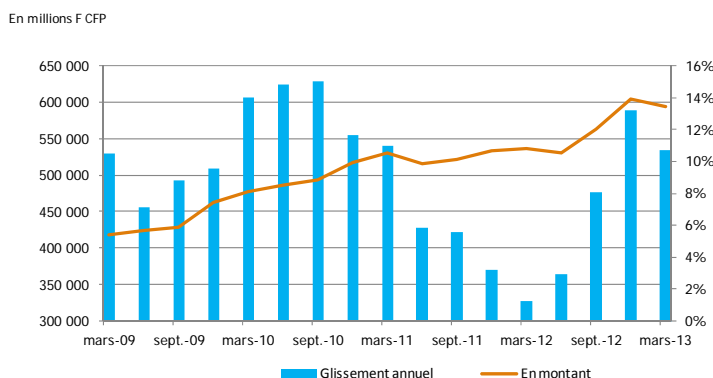
Répartition des dépôts



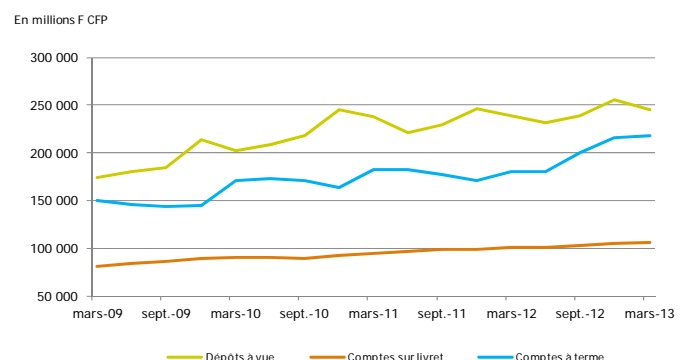
Evolution de la position extérieure nette



Evolution de la masse monétaire



Evolution des principales composantes de la masse monétaire

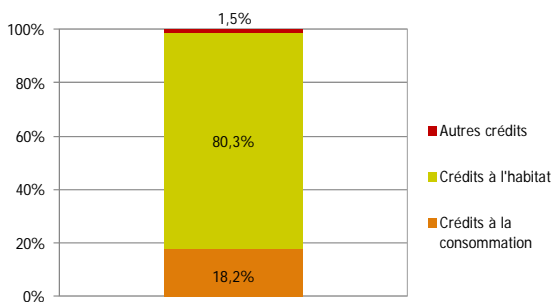


ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

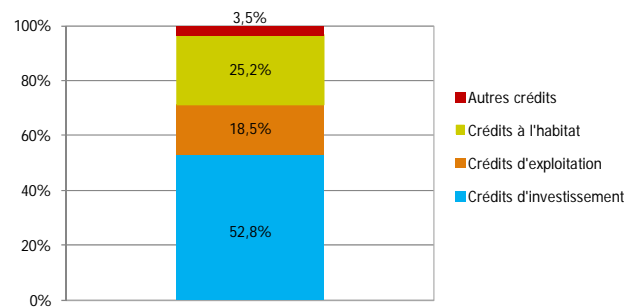
Parallèlement aux opérations auprès du système bancaire local, les agents économiques recourent à des financements auprès d'établissements situés hors de la zone d'émission.

Au 31 mars 2013, l'encours des crédits bruts octroyés aux agents économiques néo-calédoniens par l'ensemble des établissements de crédit (qu'ils soient installés dans ou hors de la zone d'émission) s'établit à 958,6 milliards de F CFP, en hausse de 4,5 % sur un an. L'encours des crédits aux entreprises subit un tassement au premier trimestre (-0,6 %), mais reste dynamique en glissement annuel (+5,6 %). Les crédits aux ménages ne progressent plus que de 0,2 % au premier trimestre (+3,1 % sur un an), en lien avec une évolution limitée des crédits à l'habitat (+0,4 %). Seul l'encours des collectivités locales enregistre une croissance élevée (+7,3 % sur le trimestre et +6,8 % sur un an), avec un encours qui atteint 64.5 milliards à fin mars 2013. La part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission représente 28,8 % du total des engagements bruts. Elle est de 18,4 % sur la clientèle des ménages et de 31,0 % sur les entreprises. Leur contribution au financement des collectivités locales est forte, puisqu'ils leur fournissent 84,1 % de leurs crédits.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept.-12	déc.-12	mars-13	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	12 187	13 024	13 733	15 070	15 620	16 119	17 351	16 468	-5,1%	9,3%
<i>Billets</i>	<i>10 712</i>	<i>11 483</i>	<i>12 129</i>	<i>13 365</i>	<i>13 896</i>	<i>14 367</i>	<i>15 547</i>	<i>14 658</i>	-5,7%	9,7%
<i>Pièces</i>	<i>1 475</i>	<i>1 541</i>	<i>1 604</i>	<i>1 705</i>	<i>1 724</i>	<i>1 752</i>	<i>1 804</i>	<i>1 810</i>	0,3%	6,2%
Dépôts à vue	174 494	202 357	238 141	238 603	231 457	239 208	255 688	245 619	-3,9%	2,9%
TOTAL M1	186 681	215 381	251 874	253 673	247 077	255 327	273 039	262 087	-4,0%	3,3%
M2-M1	81 916	91 254	95 350	101 317	101 619	103 812	106 202	107 047	0,8%	5,7%
Comptes sur livrets	81 228	90 553	94 677	100 705	101 002	103 183	105 583	106 423	0,8%	5,7%
Comptes épargne logement	688	701	673	612	617	629	619	624	0,8%	2,0%
TOTAL M2	268 597	306 635	347 224	354 990	348 696	359 139	379 241	369 134	-2,7%	4,0%
M3-M2	150 311	171 044	182 826	181 854	181 501	203 820	224 565	225 250	0,3%	23,9%
Dépôts à terme	149 791	170 875	182 678	180 858	180 267	200 230	216 234	217 668	0,7%	20,4%
Bons de caisse	520	169	148	41	41	41	41	41	0,0%	0,0%
TOTAL M3	418 908	477 679	530 050	536 844	530 197	562 959	603 806	594 384	-1,6%	10,7%
P1	4 216	4 135	4 019	3 858	3 839	3 731	3 640	3 556	-2,3%	-7,8%
Plans d'épargne logement	4 158	4 079	3 951	3 769	3 688	3 583	3 496	3 414	-2,3%	-9,4%
Autres compte d'épargne à régime spécial	58	56	68	89	151	148	144	142	-1,4%	59,6%
M3+P1	423 124	481 814	534 069	540 702	534 036	566 690	607 446	597 940	-1,6%	10,6%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept.-12	déc.-12	mars-13	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	90 499	108 398	114 720	102 274	89 786	119 032	153 792	147 830	-3,9%	44,5%
Institut d'émission	24 941	34 760	30 706	35 182	32 972	45 595	54 549	56 933	4,4%	61,8%
Etablissements de crédit	65 558	73 638	84 014	67 092	56 814	73 437	99 243	90 897	-8,4%	35,5%
Créances du Trésor public	15 887	16 414	17 233	18 234	19 331	20 961	21 065	20 656	-1,9%	13,3%
Concours sur ressources monétaires	312 522	352 867	398 097	416 336	421 080	422 966	428 949	425 898	-0,7%	2,3%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	534 817	570 199	620 199	663 633	672 021	684 209	689 787	687 394	-0,3%	3,6%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	222 295	217 332	222 102	247 297	250 941	261 243	260 838	261 496	0,3%	5,7%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>47 767</i>	<i>50 223</i>	<i>50 260</i>	<i>52 399</i>	<i>57 094</i>	<i>57 243</i>	<i>57 100</i>	<i>57 105</i>	0,0%	9,0%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>9 715</i>	<i>10 614</i>	<i>11 001</i>	<i>11 605</i>	<i>11 893</i>	<i>11 749</i>	<i>11 825</i>	<i>12 029</i>	1,7%	3,7%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>149 473</i>	<i>143 353</i>	<i>134 303</i>	<i>148 125</i>	<i>156 699</i>	<i>163 426</i>	<i>170 265</i>	<i>162 328</i>	-4,7%	9,6%
<i>Epargne contractuelle</i>	<i>4 215</i>	<i>4 135</i>	<i>4 019</i>	<i>3 857</i>	<i>3 839</i>	<i>3 731</i>	<i>3 640</i>	<i>3 556</i>	-2,3%	-7,8%
<i>Divers</i>	<i>11 125</i>	<i>9 007</i>	<i>22 519</i>	<i>31 311</i>	<i>21 416</i>	<i>25 094</i>	<i>18 008</i>	<i>26 478</i>	47,0%	-15,4%
Total M3	418 908	477 679	530 050	536 844	530 197	562 959	603 806	594 384	-1,6%	10,7%
Position extérieure nette	-83 915	-69 715	-50 289	-81 033	-99 885	-89 989	-71 022	-71 431	0,6%	-11,8%

Equilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept.-12	déc.-12	mars-13	1 trim	1 an
Emplois	553 845	610 890	640 478	686 412	695 169	722 151	737 502	729 298	-1,1%	6,2%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	534 817	570 199	620 199	663 633	672 021	684 209	689 787	687 394	-0,3%	3,6%
Réserves obligatoires et libres	19 028	40 691	20 279	22 779	23 148	37 942	47 715	41 904	-12,2%	84,0%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	553 845	610 890	640 478	686 412	695 169	722 151	737 502	729 298	-1,1%	6,2%
Dépôts collectés (- encaisses)	390 178	446 798	496 740	500 017	491 574	522 097	560 173	552 171	-1,4%	10,4%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	57 481	60 838	61 261	64 004	68 987	68 992	68 925	69 134	0,3%	8,0%
Excédent des opérations diverses des EC	4 286	14 865	13 630	21 441	14 223	23 127	18 495	24 221	31,0%	13,0%
Réescompte	17 985	18 674	18 557	19 916	20 500	17 946	18 887	12 341	-34,7%	-38,0%
Position extérieure nette des EC (si négative)	83 915	69 715	50 290	81 034	99 885	89 989	71 022	71 431	0,6%	-11,9%
Solde emplois-ressources clientèle	144 639	123 401	123 459	163 616	180 447	162 112	129 614	135 223	4,3%	-17,4%

Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 trim	1 an
Sociétés non financières	152 878,8	182 302,7	222 305,7	208 972,3	197 035,9	224 506,5	247 280,2	232 726,4	-5,9%	11,4%
Dépôts à vue	84 879,3	93 755,9	117 255,5	116 143,0	111 905,5	118 534,4	125 292,1	119 198,8	-4,9%	2,6%
Placements liquides ou à court terme	66 987,7	87 452,2	103 582,4	91 541,7	83 765,2	104 259,2	119 053,0	110 672,4	-7,0%	20,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	465,2	601,1	581,2	138,4	125,9	91,6	112,0	149,1	33,1%	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	66 522,5	86 851,0	103 001,1	91 403,2	83 639,3	104 167,5	118 941,0	110 523,3	-7,1%	20,9%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>61 023,6</i>	<i>81 433,6</i>	<i>96 278,7</i>	<i>84 663,4</i>	<i>77 245,6</i>	<i>95 417,7</i>	<i>106 125,6</i>	<i>98 071,1</i>	-7,6%	15,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>5 498,9</i>	<i>5 417,4</i>	<i>6 722,5</i>	<i>5 785,2</i>	<i>5 200,4</i>	<i>5 200,9</i>	<i>4 525,8</i>	<i>4 911,7</i>	8,5%	-15,1%
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>954,7</i>	<i>1 193,3</i>	<i>3 549,0</i>	<i>8 289,7</i>	<i>7 540,5</i>	-9,0%	n.s
Epargne à long terme	1 011,8	1 094,6	1 467,8	1 287,6	1 365,2	1 713,0	2 935,2	2 855,1	-2,7%	121,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>1 010,3</i>	<i>1 081,3</i>	<i>1 438,2</i>	<i>1 256,7</i>	<i>1 334,4</i>	<i>1 680,9</i>	<i>2 897,8</i>	<i>2 817,6</i>	-2,8%	124,2%
Ménages	288 975,4	313 349,2	327 473,0	346 222,8	350 775,7	354 528,6	358 988,0	360 550,7	0,4%	4,1%
Dépôts à vue	70 252,0	78 684,3	91 285,7	99 175,8	100 399,1	100 789,3	103 789,2	100 059,8	-3,6%	0,9%
Placements liquides ou à court terme	135 591,2	136 549,1	126 458,3	134 842,8	137 829,4	140 861,0	141 703,7	145 384,2	2,6%	7,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	77 709,5	85 827,1	90 144,4	97 031,0	97 265,8	99 359,1	101 932,6	102 561,6	0,6%	5,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>61 651,2</i>	<i>69 513,3</i>	<i>73 499,7</i>	<i>78 310,3</i>	<i>77 898,6</i>	<i>79 325,9</i>	<i>80 821,3</i>	<i>81 128,7</i>	0,4%	3,6%
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>15 071,6</i>	<i>15 067,0</i>	<i>15 617,8</i>	<i>17 702,7</i>	<i>18 347,2</i>	<i>18 997,6</i>	<i>20 074,8</i>	<i>20 392,3</i>	1,6%	15,2%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>302,0</i>	<i>546,2</i>	<i>353,6</i>	<i>406,1</i>	<i>402,6</i>	<i>406,6</i>	<i>418,0</i>	<i>416,9</i>	-0,3%	2,7%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>684,6</i>	<i>700,7</i>	<i>673,2</i>	<i>611,9</i>	<i>617,4</i>	<i>628,9</i>	<i>618,5</i>	<i>623,7</i>	0,8%	1,9%
Placements indexés sur les taux de marché	57 881,7	50 722,0	36 313,9	37 811,8	40 563,6	41 502,0	39 771,2	42 822,5	7,7%	13,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>42 774,5</i>	<i>37 916,8</i>	<i>29 775,0</i>	<i>32 981,2</i>	<i>34 799,2</i>	<i>36 620,6</i>	<i>38 443,9</i>	<i>41 666,0</i>	8,4%	26,3%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>519,8</i>	<i>168,9</i>	<i>148,0</i>	<i>40,7</i>	<i>40,7</i>	<i>40,7</i>	<i>40,5</i>	<i>40,5</i>	0,0%	-0,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>14 587,4</i>	<i>12 636,3</i>	<i>6 390,9</i>	<i>4 789,9</i>	<i>5 723,8</i>	<i>4 840,7</i>	<i>1 286,8</i>	<i>1 116,0</i>	-13,3%	-76,7%
Epargne à long terme	83 132,2	98 115,9	109 728,9	112 204,2	112 547,3	112 878,3	113 495,1	115 106,8	1,4%	2,6%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>4 150,5</i>	<i>4 075,9</i>	<i>3 948,0</i>	<i>3 768,5</i>	<i>3 688,1</i>	<i>3 583,2</i>	<i>3 496,0</i>	<i>3 413,7</i>	-2,4%	-9,4%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>57,7</i>	<i>56,5</i>	<i>68,4</i>	<i>88,9</i>	<i>150,8</i>	<i>148,0</i>	<i>144,2</i>	<i>142,0</i>	-1,6%	59,7%
<i>dont portefeuille-titres</i>	<i>2 819,6</i>	<i>4 638,5</i>	<i>4 280,0</i>	<i>4 200,6</i>	<i>4 124,7</i>	<i>4 519,3</i>	<i>4 856,9</i>	<i>4 836,3</i>	-0,4%	15,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>2 280,3</i>	<i>2 863,0</i>	<i>2 933,0</i>	<i>2 876,3</i>	<i>2 764,8</i>	<i>3 091,8</i>	<i>1 875,6</i>	<i>3 173,2</i>	69,2%	10,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>73 824,1</i>	<i>86 481,9</i>	<i>98 499,5</i>	<i>101 270,0</i>	<i>101 818,9</i>	<i>101 536,1</i>	<i>103 122,4</i>	<i>103 541,5</i>	0,4%	2,2%
Autres agents	69 906,0	87 090,2	91 672,5	91 486,4	92 440,3	92 607,2	102 605,9	108 775,0	6,0%	18,9%
Dépôts à vue	19 362,3	29 916,9	29 600,3	23 283,8	19 152,4	19 884,2	26 606,8	26 360,5	-0,9%	13,2%
Placements liquides ou à court terme	49 780,1	56 396,2	61 297,4	67 408,8	72 491,6	72 558,7	75 827,6	82 273,0	8,5%	22,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	3 741,3	4 826,0	4 623,5	4 145,2	4 226,4	4 360,1	4 155,4	4 334,9	4,3%	4,6%
Placements indexés sur les taux de marché	46 038,8	51 570,2	56 673,9	63 263,6	68 265,2	68 198,7	71 672,2	77 938,1	8,7%	23,2%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>45 993,1</i>	<i>51 524,2</i>	<i>56 624,0</i>	<i>63 213,4</i>	<i>68 222,4</i>	<i>68 191,2</i>	<i>71 664,7</i>	<i>77 930,6</i>	8,7%	23,3%
Epargne à long terme	763,6	777,1	774,8	793,8	796,3	164,3	171,5	141,5	-17,5%	-82,2%
Total actifs financiers	511 760,3	582 742,2	641 451,1	646 681,6	640 251,9	671 642,4	708 874,1	702 052,0	-1,0%	8,6%
Dépôts locaux	395 462,2	453 201,0	504 164,1	507 608,7	499 693,6	531 224,2	569 652,1	560 657,3	-1,6%	10,5%
Dépôts à vue	174 493,6	202 357,1	238 141,5	238 602,6	231 456,9	239 207,8	255 688,1	245 619,1	-3,9%	2,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	70 657,6	79 800,3	83 196,9	87 152,8	86 735,5	88 197,3	89 399,8	89 789,5	0,4%	3,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>65 452,0</i>	<i>74 417,8</i>	<i>78 149,8</i>	<i>82 277,3</i>	<i>81 875,4</i>	<i>83 430,5</i>	<i>84 722,9</i>	<i>85 193,0</i>	0,6%	3,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>302,5</i>	<i>546,5</i>	<i>354,3</i>	<i>406,2</i>	<i>403,8</i>	<i>406,7</i>	<i>418,1</i>	<i>417,1</i>	-0,3%	2,7%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>687,9</i>	<i>700,9</i>	<i>673,2</i>	<i>612,0</i>	<i>617,4</i>	<i>628,9</i>	<i>618,5</i>	<i>623,7</i>	0,8%	1,9%
<i>dont plan d'épargne logement</i>	<i>4 157,6</i>	<i>4 078,6</i>	<i>3 951,1</i>	<i>3 768,5</i>	<i>3 688,1</i>	<i>3 583,2</i>	<i>3 496,0</i>	<i>3 413,7</i>	-2,4%	-9,4%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>57,7</i>	<i>56,5</i>	<i>68,4</i>	<i>88,9</i>	<i>150,8</i>	<i>148,0</i>	<i>144,2</i>	<i>142,0</i>	-1,6%	59,7%
Placements indexés sur les taux de marché	150 311,0	171 043,5	182 825,7	181 853,3	181 501,2	203 819,1	224 564,3	225 248,7	0,3%	23,9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>149 791,2</i>	<i>170 874,6</i>	<i>182 677,7</i>	<i>180 858,0</i>	<i>180 267,2</i>	<i>200 229,5</i>	<i>216 234,1</i>	<i>217 667,7</i>	0,7%	20,4%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>519,8</i>	<i>168,9</i>	<i>148,0</i>	<i>40,7</i>	<i>40,7</i>	<i>40,7</i>	<i>40,5</i>	<i>40,5</i>	0,0%	-0,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>954,7</i>	<i>1 193,3</i>	<i>3 549,0</i>	<i>8 289,7</i>	<i>7 540,5</i>	-9,0%	n.s
Placements hors zone d'émission	116 298,1	129 541,2	137 287,1	139 072,8	140 558,3	140 418,1	139 222,0	141 394,8	1,6%	1,7%
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>15 473,7</i>	<i>15 589,0</i>	<i>16 171,7</i>	<i>18 019,2</i>	<i>18 721,5</i>	<i>19 344,6</i>	<i>20 440,4</i>	<i>20 811,8</i>	1,8%	15,5%
<i>dont actions</i>	<i>2 612,2</i>	<i>3 726,7</i>	<i>3 289,1</i>	<i>2 823,6</i>	<i>2 780,7</i>	<i>3 133,7</i>	<i>3 465,0</i>	<i>3 488,1</i>	0,7%	23,5%
<i>dont obligations</i>	<i>209,0</i>	<i>925,2</i>	<i>1 020,6</i>	<i>1 420,0</i>	<i>1 395,9</i>	<i>1 439,6</i>	<i>1 444,3</i>	<i>1 395,7</i>	-3,4%	-1,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>20 132,0</i>	<i>18 099,6</i>	<i>13 163,2</i>	<i>10 625,3</i>	<i>10 966,9</i>	<i>10 049,0</i>	<i>5 820,0</i>	<i>6 035,2</i>	3,7%	-43,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>4 047,1</i>	<i>4 718,7</i>	<i>5 142,8</i>	<i>4 914,8</i>	<i>4 874,3</i>	<i>4 915,1</i>	<i>4 929,9</i>	<i>6 122,4</i>	24,2%	24,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>73 824,1</i>	<i>86 481,9</i>	<i>98 499,5</i>	<i>101 270,0</i>	<i>101 818,9</i>	<i>101 536,1</i>	<i>103 122,4</i>	<i>103 541,5</i>	0,4%	2,2%

Les crédits à l'économie

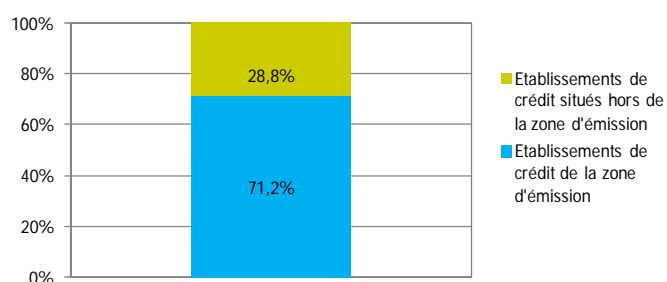
Etablissements de crédit locaux

	Montants en millions FCFP								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	73 959,2	65 036,1	75 156,9	80 946,8	83 015,4	86 910,3	84 305,8	83 767,0	-0,6%	3,5%
<i>Créances commerciales</i>	3 614,3	3 669,2	3 949,4	5 320,7	5 175,9	4 445,4	3 440,4	4 261,4	23,9%	-19,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	42 047,7	36 452,1	41 584,2	40 086,4	40 460,8	42 663,0	44 135,3	43 283,7	-1,9%	8,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 392,5	1 438,5	1 315,0	1 437,0	1 356,8	1 266,5	1 318,2	1 214,8	-7,8%	-15,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	28 297,2	24 914,8	29 623,3	35 539,7	37 378,6	39 801,8	36 730,2	36 221,9	-1,4%	1,9%
Crédits d'investissement	139 221,4	156 396,1	160 802,8	168 065,3	170 602,7	173 128,1	174 773,1	171 824,7	-1,7%	2,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	129 312,3	147 762,5	152 211,4	159 065,2	161 406,8	164 022,2	165 457,1	162 610,6	-1,7%	2,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	8 250,0	8 790,3	9 160,1	9 178,9	8 928,8	8 804,1	8 661,0	8 483,9	-2,0%	-7,6%
<i>Crédit-bail</i>	9 909,1	8 633,6	8 591,4	9 000,1	9 196,0	9 105,9	9 316,0	9 214,1	-1,1%	2,4%
Crédits à l'habitat	36 406,5	41 121,7	37 777,0	39 990,2	40 782,6	41 278,2	41 984,9	42 242,8	0,6%	5,6%
Autres crédits	6 182,6	7 473,2	11 840,4	12 574,6	12 471,1	14 642,1	14 962,6	15 541,5	3,9%	23,6%
Encours sain	255 769,6	270 027,2	285 577,2	301 576,8	306 871,8	315 958,7	316 026,5	313 376,0	-0,8%	3,9%
Ménages										
Crédits à la consommation	55 024,6	56 044,1	58 206,4	61 616,3	62 269,9	63 352,9	63 543,7	63 238,9	-0,5%	2,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	39 147,7	41 029,3	43 084,6	47 573,6	48 262,1	49 457,4	49 893,0	49 071,2	-1,6%	3,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 193,5	3 284,9	4 103,0	4 075,9	4 124,4	4 060,0	3 766,9	4 322,0	14,7%	6,0%
<i>Crédit-bail</i>	12 683,4	11 730,0	11 018,9	9 966,8	9 883,3	9 835,5	9 883,8	9 845,7	-0,4%	-1,2%
Crédits à l'habitat	194 033,6	210 165,4	232 439,0	251 576,6	254 802,8	257 138,0	259 914,6	260 732,6	0,3%	3,6%
Autres crédits	1 135,8	1 658,3	4 584,7	6 095,4	5 768,2	6 272,4	6 385,9	6 127,0	-4,1%	0,5%
Encours sain	250 194,0	267 867,8	295 230,2	319 288,3	322 840,9	326 763,3	329 844,2	330 098,5	0,1%	3,4%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	3 528,7	4 245,1	4 318,0	3 445,2	1 254,5	1 419,4	1 764,6	2 025,2	14,8%	-41,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	3 397,2	3 315,7	2 835,1	1 944,5	606,1	676,8	778,6	839,4	7,8%	-56,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	131,6	929,4	1 482,9	1 500,7	648,4	742,6	986,0	1 185,9	20,3%	-21,0%
Crédits d'investissement	2 199,8	2 998,1	5 056,7	6 796,7	7 546,7	7 528,6	8 200,8	8 255,2	0,7%	21,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 132,8	2 844,2	4 879,4	6 646,4	7 372,7	7 363,6	8 039,5	8 037,2	0,0%	20,9%
Encours sain	6 093,6	7 571,1	9 666,4	10 241,9	8 801,2	8 948,0	9 965,3	10 280,4	3,2%	0,4%
Autres agents										
Encours sain	9 233,3	9 964,3	13 701,7	14 656,1	14 514,0	13 857,9	15 633,4	14 503,0	-7,2%	-1,0%
TOTAL										
Encours sain	521 290,5	555 430,4	604 175,5	645 763,1	653 027,9	665 527,9	671 469,4	668 258,0	-0,5%	3,5%
Créances douteuses brutes	13 526,0	14 770,3	16 022,8	17 869,9	18 992,2	18 681,7	18 315,8	19 136,1	4,5%	7,1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	3 811,5	4 155,9	5 021,8	6 264,8	7 099,1	6 932,6	6 490,9	7 106,7	9,5%	13,4%
<i>(dt) Entreprises</i>	2 183,2	2 442,5	2 797,4	3 714,7	4 497,5	4 317,2	3 952,4	4 172,7	5,6%	12,3%
<i>(dt) Ménages</i>	1 557,1	1 676,9	1 997,4	2 428,0	2 480,3	2 494,2	2 424,7	2 817,3	16,2%	16,0%
Provisions	9 714,6	10 614,5	11 001,0	11 605,1	11 893,1	11 749,1	11 824,9	12 029,4	1,7%	3,7%
Encours brut total	534 816,6	570 200,7	620 198,4	663 633,0	672 020,1	684 209,6	689 785,2	687 394,1	-0,3%	3,6%
<i>Taux de créances douteuses</i>	2,5%	2,6%	2,6%	2,7%	2,8%	2,7%	2,7%	2,8%	0,1 pt	0,1 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	71,8%	71,9%	68,7%	64,9%	62,6%	62,9%	64,6%	62,9%	-1,7 pt	-2,1 pt

Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	74 703,9	65 045,9	76 350,7	81 015,6	83 247,5	87 163,5	84 621,2	84 093,4	-0,6%	3,8%
<i>Créances commerciales</i>	3 614,3	3 669,2	3 949,4	5 320,7	5 175,9	4 445,4	3 440,4	4 265,7	24,0%	-19,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	42 047,7	36 452,1	42 777,5	40 086,4	40 692,9	42 916,2	44 379,0	43 535,1	-1,9%	8,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 392,5	1 438,5	1 315,0	1 437,0	1 356,8	1 266,5	1 318,2	1 204,9	-8,6%	-16,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	29 042,0	24 924,6	29 623,8	35 608,6	37 378,6	39 801,8	36 801,9	36 292,6	-1,4%	1,9%
Crédits d'investissement	197 939,7	214 957,8	215 916,7	227 076,5	230 640,2	240 782,6	243 402,8	239 880,3	-1,4%	5,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	187 967,9	206 231,3	207 226,7	217 994,6	221 378,4	231 599,8	234 011,3	230 601,1	-1,5%	5,8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	8 362,2	8 873,7	9 234,6	9 267,6	8 928,8	8 804,1	8 661,0	8 425,3	-2,7%	-9,1%
<i>Crédit-bail</i>	9 971,8	8 726,6	8 690,0	9 081,8	9 261,8	9 182,9	9 391,5	9 279,3	-1,2%	2,2%
Crédits à l'habitat	66 702,8	97 574,1	101 521,5	109 043,5	109 045,9	112 425,3	113 487,0	114 391,3	0,8%	4,9%
Autres crédits	6 814,3	7 983,0	12 350,2	12 918,6	12 778,5	14 949,5	15 250,6	15 829,5	3,8%	22,5%
Encours sain	346 160,7	385 560,8	406 139,2	430 054,2	435 712,0	455 321,0	456 761,6	454 194,5	-0,6%	5,6%
Ménages										
Crédits à la consommation	63 416,3	65 596,9	68 376,4	71 520,1	72 135,7	73 406,9	73 806,5	73 463,2	-0,5%	2,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	47 538,9	50 581,5	53 254,2	57 477,3	58 127,9	59 511,4	60 155,8	59 295,5	-1,4%	3,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 194,0	3 285,4	4 103,2	4 075,9	4 124,4	4 060,0	3 766,9	4 322,0	14,7%	6,0%
<i>Crédit-bail</i>	12 683,4	11 730,0	11 018,9	9 966,8	9 883,3	9 835,5	9 883,8	9 845,7	-0,4%	-1,2%
Crédits à l'habitat	244 359,2	265 571,7	294 655,4	314 869,8	317 881,2	320 417,3	323 730,4	325 125,3	0,4%	3,3%
Autres crédits	1 135,8	1 658,3	4 584,7	6 178,2	5 768,2	6 272,4	6 385,9	6 127,0	-4,1%	-0,8%
Encours sain	308 911,3	332 826,9	367 616,5	392 568,1	395 785,0	400 096,6	403 922,7	404 715,5	0,2%	3,1%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	3 531,7	4 245,1	4 318,0	3 445,2	1 254,5	1 419,4	1 764,6	2 025,2	14,8%	-41,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	3 397,2	3 315,7	2 835,1	1 944,5	606,1	676,8	778,6	839,4	7,8%	-56,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	134,6	929,4	1 482,9	1 500,7	648,4	742,6	986,0	1 185,9	20,3%	-21,0%
Crédits d'investissement	32 324,5	41 009,9	42 122,3	56 728,7	52 712,7	52 335,8	58 135,4	62 267,8	7,1%	9,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	32 257,5	40 856,0	41 945,0	56 578,4	52 538,7	52 170,7	57 974,1	62 049,8	7,0%	9,7%
Autres crédits	419,9	345,0	336,5	177,2	164,6	163,8	160,3	160,3		-9,6%
Encours sain	36 742,6	45 986,0	47 130,1	60 356,1	54 131,8	53 919,0	60 060,2	64 453,3	7,3%	6,8%
Autres agents										
Encours sain	9 850,8	11 068,5	14 807,0	15 272,5	14 771,4	14 525,4	16 068,6	15 303,7	-4,8%	0,2%
TOTAL										
Encours sain	701 665,3	775 442,2	835 692,7	898 250,9	900 400,3	923 861,9	936 813,2	938 666,9	0,2%	4,5%
<i>dont ECHZE</i>	180 374,8	220 011,8	231 517,2	252 487,8	247 372,4	258 334,0	265 343,8	270 409,0	1,9%	7,1%
Créances douteuses brutes	14 370,1	15 602,1	17 466,9	18 922,3	19 741,2	19 340,3	19 022,2	19 953,8	4,9%	5,5%
<i>Créances douteuses nettes</i>	4 655,5	4 987,6	6 465,9	7 316,1	7 848,1	7 591,2	7 197,3	7 924,4	10,1%	8,3%
<i>(dt) Entreprises</i>	2 641,9	2 738,6	3 064,9	4 015,7	4 497,5	4 317,2	3 952,4	4 175,8	5,7%	4,0%
<i>(dt) Ménages</i>	1 942,5	2 212,5	2 517,6	3 178,3	3 229,2	3 152,8	3 131,1	3 634,9	16,1%	14,4%
Provisions	9 714,6	10 614,5	11 001,0	11 606,2	11 893,1	11 749,1	11 824,9	12 029,4	1,7%	3,6%
Encours brut total	716 035,4	791 044,3	853 159,6	917 173,2	920 141,4	943 202,2	955 835,4	958 620,7	0,3%	4,5%
<i>Taux de créances douteuses</i>	2,0%	2,0%	2,0%	2,1%	2,1%	2,1%	2,0%	2,1%	0,1 pt	0,0 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	67,6%	68,0%	63,0%	61,3%	60,2%	60,7%	62,2%	60,3%	-1,9 pt	-1,1 pt

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr